



## Lip se bat pour tous les travailleurs

Nous entrons aujourd'hui dans une nouvelle étape de la lutte des travailleurs de Lip. Etape difficile et qui concerne toute la classe ouvrière puisque le problème de l'emploi va désormais devenir crucial en période de récession économique. La façon dont le pouvoir et une partie du patronat tentent de bloquer toute solution industrielle cohérente afin de faire payer aux Lip leur audace est un test de la dureté des combats qui s'annoncent. C'est pourquoi le colloque national sur l'emploi organisé la semaine dernière à Besançon par la CFDT et les travailleurs de Lip constitue, avec ses insuffisances, un événement important pour tous les travailleurs.

**C**E n'était pas si simple. Il fallait en effet tenir une gageure : réfléchir sur le problème de l'emploi avec des travailleurs qui, huit mois durant, dans une lutte des plus âpres, ont forgé le langage de l'action, dépassant bien souvent celui des mots. L'emploi, les Lip savent ce que c'est, pour l'avoir perdu et être repartis à sa conquête en essayant de lui redonner un sens et même en inventant de nouvelles relations entre le travail et la vie.

Il n'en demeure pas moins qu'un tel colloque débordait le cadre des seuls travailleurs de Lip, ceux-ci étant l'illustration sans doute la plus symbolique et la plus vivante de ce problème de l'emploi, à l'heure où s'amorce une récession économique générale donc de dimension mondiale. Il est bon de rappeler, comme le faisait Jacques Gallus dans «TS» de la semaine dernière, que cette crise n'est pas un accident de conjoncture, mais qu'elle a été bel et bien

redoutée pour 1974 par plusieurs économistes occidentaux.

C'est d'ailleurs bien ce qui est ressorti de ce colloque (auquel plusieurs organisations ouvrières européennes avaient adressé des messages de solidarité) en particulier lorsqu'il s'est agi de dresser un bilan de l'emploi en France et de dénoncer les manœuvres du pouvoir pour falsifier la réalité du chômage. « Car, expliquait un des rapporteurs, ce n'est pas la même chose de dire qu'il y a 150.000 chômeurs en France (les bénéficiaires de l'ASSEDIC) dont 60.000 « cas sociaux » — déclaration de Fontanet en décembre 1971 — ou 735.000 selon la dernière enquête sur l'emploi de l'I.N.S.E.E. ».

Ainsi, dans les statistiques du chômage, un chat ne s'appelle plus un chat. Chômeurs ? Non : « bénéficiaires de l'aide publique » ou « population disponible à la recherche d'un em-

Quelques exemples de l'évolution de l'emploi entre 1954 et 1968

	Agriculture	Trav. publics	Industrie	Tertiaire	Solde net
Région parisienne	— 36.710	162.810	8.450	548.440	718.790
Nord	— 62.280	12.750	— 64.950	113.580	— 880
Bretagne	— 218.370	35.160	20.730	82.890	— 72.290
Centre	— 132.730	34.800	34.670	68.020	24.760
Franche-Comté	— 49.550	9.110	31.070	28.520	19.250

ploi ». Une demande d'emploi non satisfaite ? Non : « **une demande d'emploi en fin de mois** » ! Piètres efforts pour dissimuler la montée incessante du chômage depuis presque dix ans. D'ailleurs d'autres efforts du même tabac, mêlant des données contradictoires, en arrivent finalement à nier l'existence même du chômage !

## beaucoup d'argent pour licencier

Il y a actuellement trois chiffres à considérer :

— celui du recensement de la population de 1968 et rectifié chaque année par une cuisine statistique compliquée ; 440.000 en septembre 1973. A rejeter car fondé sur un questionnaire beaucoup trop succinct. Mais c'est le seul chiffre publié officiellement par l'INSEE comme étant celui de la PDRE (« **Population Disponible à la Recherche d'un Emploi** », dernière trouvaille pour désigner les chômeurs !).

— un chiffre tiré de l'enquête sur l'emploi et obtenu dans les mêmes conditions que le recensement : 390.000 en mars 1973. A rejeter pour les mêmes raisons.

— un dernier chiffre, le moins mauvais, 735.000 en mars 73 obtenu dans l'enquête sur l'emploi à l'aide d'un questionnaire détaillé qui fournit une mine de renseignements qu'on ne peut pas trouver ailleurs.

Un autre volet important de la situation de l'emploi en France et en Europe est constitué par le problème des travailleurs immigrés. L'exploitation de ces derniers comme main-d'œuvre d'appoint permet en effet aux entreprises de faire face, à bon marché, aux fluctuations conjoncturelles. Et cela, d'autant plus facilement que la circulaire Fontanet-Marcellin, soumet les travailleurs à la double exigence de la loi et du capital. « **La lutte des travailleurs**

**immigrés pour l'égalité des droits**, souligne un rapport, **constitue un élément essentiel pour l'unification des luttes ouvrières** ».

### un communiqué C.G.T.-C.F.D.T.

LORS du colloque sur l'emploi, / Jeanette Laot, membre de la commission exécutive de la CFDT, a fait état d'un texte commun de la CGT et de la CFDT destiné à Mâtignon.

Ce texte peut être important s'il marque la volonté de la CGT de rétablir l'unité syndicale nécessaire à la poursuite de la lutte. Il situe la responsabilité du gouvernement qui cherche par une solution de force à liquider l'ensemble des activités de l'entreprise. Il rappelle l'existence de divers projets industriels pouvant faire l'objet d'un examen approfondi avec les syndicats. La CFDT et la CGT demandent en conséquence au gouvernement de cesser de fuir ses responsabilités. Un gouvernement qui, rappelons-le, passe son temps à faire des déclarations d'intention dans le même temps où il s'emploie à torpiller en sous-main toutes les solutions possibles. ■

L'essentiel des travaux du colloque devait se tenir dans les commissions. Les échanges d'idées, d'informations, les thèmes de revendication, et les projets d'actions y furent très fournis, tournant autour de thèmes comme : logement - transports - cadre de vie ; école - formation permanente ; emploi - licenciements - conséquences sur la santé et la vie familiale. Evidemment, c'est la commission « restructuration industrielle et politique de l'emploi » qui « collait » le plus à la réalité de l'endroit et du moment, surtout quand il fut question des aides de l'Etat à l'industrie.

« **Depuis 1960, fut-il relevé, ces aides visent**

à « adapter l'appareil productif français à la concurrence internationale », cela veut dire aides à la concentration, financement des secteurs dits « de pointe », comme l'électronique, l'informatique, l'aéronautique ; en résumé : financement de toutes les dépenses trop coûteuses pour des capitalistes individuels, si gros soient-ils (financement d'investissements à très long terme, financement de la recherche).

« Il s'agit donc d'une aide très sélective visant à assurer une plus grande force de frappe de l'économie française sur le marché mondial, c'est-à-dire une amélioration de sa rentabilité indépendamment des conséquences négatives sur l'emploi et les travailleurs en général. L'Etat accorde

beaucoup plus d'argent pour rationaliser l'industrie, donc licencier, que pour créer des emplois ».

On sait depuis que des considérations purement politiques — celles de Charbonnel et de Messmer - Pompidou en l'occurrence — peuvent motiver cette aide de l'Etat quand il s'agit de sanctionner les travailleurs de Lip, coupables du crime de lèse-majesté. C'est en cela que les Lip écrivent une nouvelle page de l'histoire des luttes ouvrières. Ce colloque national sur l'emploi l'a montré en illustrant à quel point aujourd'hui plus encore qu'hier peut-être, « Lip se bat pour tous les travailleurs ».

Gérard BOREL ■

## CHARLES PIAGET

### « sans la moindre défaillance »

■ Tu auras remarqué qu'il n'y a pas beaucoup de Lip à ce colloque. Comment tu interprètes ça ?

**Charles Piaget.** — D'abord, un colloque comme celui-ci c'est beaucoup plus difficile que, par exemple, la marche sur Besançon, ou bien une manifestation comme celle qu'on a faite à Paris. Malgré nos efforts, les travailleurs de Lip n'ont pas réussi vraiment à réaliser que le colloque c'était finalement une rencontre de travailleurs autour de laquelle on fait le point sur les luttes pour l'emploi pour y redéfinir de nouveaux objectifs. Ou tout au moins pour définir des lignes de force pour d'autres actions syndicales, pour d'autres travailleurs qui auront à se battre aussi sur l'emploi. Les Lip ont toujours imaginé ce colloque comme une affaire de spécialistes. Alors, tu vois, ici une partie des travailleurs de Lip a préféré prendre les stands en main et le restaurant. Mais il y en a quand même 60 à 80 qui ont suivi le colloque. C'est pas si mal.

■ Dans une intervention en séance plénière, quelqu'un a dit à propos des travailleurs de Lip : « Ça ne les intéresse plus ce genre de discussion ; et puis, ils ne comprennent pas ce qu'on va dire, ce jargon syndical »...



**C.P.** — Bien sûr, il y a toujours un jargon, un langage particulier qui n'est pas, c'est sûr, un facteur de compréhension. Mais le problème numéro un — et là c'est un peu de notre faute, on ne peut s'en prendre qu'à nous — c'est qu'on aurait dû s'« occuper » davantage, au cours des réunions qu'on avait à la Maison pour Tous, pour mieux faire comprendre le véritable

enjeu de ce colloque.

■ **Maintenant, dis-nous comment ça va chez Lip, au point où en sont les choses.**

**C.P.** — Donc, le plan de ce groupe d'industriels est abandonné par tout le monde. Bien sûr, il avait été vite enterré par Charbonnel-Messmer, mais maintenant même Ceyrac vient aussi de lâcher. Tous s'entendent comme larrons en foire pour présenter une solution de démantèlement ou de vente par petits morceaux — « par appartements » comme l'a dit le journal du coin. La lutte s'organise donc à partir de ces nouvelles données.

■ **Ça vous en a porté un coup, ce lâchage ?**

**C.P.** — Faut reconnaître que c'est quand même difficile : ça fait huit mois de lutte. On peut dire que plus ça avance, plus les branches de l'arbre se scient les unes après les autres. Et bien sûr, c'est pas fait pour donner confiance aux travailleurs. Mais on a bien regardé l'affaire au cours de la semaine et le moral est bon encore, malgré toutes ces attaques. On a donc décidé une relance de la vitalité de la grève. Ça va se faire dès lundi, d'une façon spectaculaire, au niveau de l'assemblée générale ; en profondeur au niveau des militants qui veulent reprendre vraiment l'action, qui veulent essayer de faire en sorte que chaque travailleur comprenne mieux, au point où en est, ce qui reste encore à faire et les chances de réussir. On va agir pour qu'il y ait encore une plus grande participation dans les actions qui seront proposées aux prochaines assemblées générales.

■ **Le maire de Besançon, Jean Minjoz, a remis une nouvelle fois la décision de louer un local à SPEMELEC. Pourquoi, selon toi ?**

**C.P.** — Oui, il a remis. Il l'a confirmé ce matin même à la tribune du colloque. Cette location, c'est un pion supplémentaire que le pouvoir possède pour le démantèlement. Je suppose que le conseil municipal est partagé, traversé d'idées contraires, notamment du côté des conseillers socialistes. Il y en a parmi eux qui disent : il y a effectivement en face de nous une volonté de blocage de la part du gouvernement, on ne doit pas s'y prêter.

■ **On a annoncé ce matin au colloque qu'un communiqué commun aurait été signé entre la CGT et la CFDT. C'est une relance. Artificielle ou réelle ?**

**C.P.** — Pour le moment, je crois qu'on peut dire qu'il y a du côté des confédérations et fédérations des métaux une volonté quand même assez précise, assez nette, de refondre l'unité car, dans chacune des stratégies, c'est plus que jamais nécessaire face au problème de la vie chère et à celui du durcissement de l'autoritarisme du pouvoir.

Maintenant, au niveau des sections syndicales de Lip, c'est plus difficile. Il y a eu quand même — et ça c'est sur le terrain concret — il y a eu des propos échangés, des accrochages et des blessures qui risquent de ne pas se cicatrifier rapidement. Disons qu'actuellement, il n'y a pas unité d'action mais il y a volonté de part et d'autre de ne plus s'accrocher et de mener au moins des actions parallèles sans se gêner l'un l'autre. C'est déjà un élément positif et on pense qu'on pourra peut-être arriver dans les semaines qui viennent à une deuxième étape, c'est-à-dire vraiment une unité d'action.

■ **Tu restes donc toujours « gonflé à bloc »...**

**C.P.** — Ah oui ! quand on regarde bien, froidement, ce qui se passe, on se rend compte qu'il y a actuellement pour nous de nombreux faits qui montrent qu'on a encore nos chances — importantes — pour aboutir dans ce conflit ; et on ne veut pas les négliger, mais au contraire les exploiter toutes sans la moindre défaillance. Car la lutte c'est ça, il faut aller vraiment jusqu'à la conclusion.

■ **De toute façon, il y a cet acquis des huit mois de lutte que vous ne perdrez jamais.**

**C.P.** — Bien sûr, mais surtout on pense qu'on a encore bien des atouts. Et ces atouts, on les utilisera au mieux.

**Besançon, 8 décembre 1973.**

**Propos recueillis par G.B.**

## **TRACT CFDT - SOCIETE GENERALE**

**8** millions manquent sur 40 pour redémarrer Lip. Ce sont les 8 millions que la Société Générale refuse de prêter pour l'application du nouveau projet industriel.

Ce projet est patronné par des groupes industriels de première importance, dont Jaz et Jaeger, mais aussi la Thomson, Rhône-Poulenc, le groupe Empain. Il bénéficie en outre du soutien des Suisses. Il prévoit :

— d'exploiter tous les secteurs de Lip **sans démantèlement** avec des perspectives de développement intéressantes ;

— de régler au mieux le problème social. Notamment le non-embauchage se réduirait à soixante personnes.

**La justesse de l'analyse de la CFDT — selon laquelle Lip était viable économiquement et exigeait une solution industrielle, excluant la liquidation — est ainsi confirmée par l'aile la plus dynamique du patronat et par des industriels «fort sérieux et respectables».** Toutefois pas assez « respectables » sans doute pour la **Société Générale**.

En effet, 40 millions au total sont nécessaires pour la réalisation du plan de relance, dont 8 millions demandés à chacune des trois banques nationalisées.

Seule des trois, la Société Générale se dérobe. Elle s'apprête donc, si elle s'obstine dans son refus, à faire échouer le projet.

### **LA S.G. SPECULATRICE?**

Cette attitude, rapprochée de ce que nous connaissons déjà de l'activité de notre établissement nous amène à poser de graves questions.

La **Société Générale**, banque nationalisée, refuse son appui à un projet qui permettrait la continuation d'une activité économique parfaitement saine et rentable, assurant en outre la survie d'un secteur horloger français.

Mais dans le même temps, elle se lance dans l'immobilier, activité notoirement spéculative, responsable d'ailleurs pour une bonne part de l'inflation et de la crise économique qui menace.

Notre direction est-elle à ce point guidée par l'appât du gain facile et immédiat qu'elle en oublie sa responsabilité évidente dans le finance-

ment des activités industrielles qui sont la vraie richesse du pays ?

Est-elle si peu soucieuse des intérêts bien compris de la **Société Générale** et de son personnel qu'elle ne voit pas les effets négatifs qui peuvent résulter de son refus ?

En effet, si c'est l'intérêt qui inspire sa décision, ne devrait-elle pas s'inquiéter du tort que ne peut manquer de porter à son image dans le public sa dérobade devant ses responsabilités ?

### **UNE POLITIQUE PERILLEUSE**

Car des déposants, des travailleurs notamment et même des industriels risquent d'être atteints par cette décision dans la confiance qu'ils accordaient à notre établissement et de se tourner alors vers les autres banques nationalisées qui peuvent leur paraître plus soucieuses de leurs responsabilités. Hypothèse très vraisemblable, compte tenu de la concurrence acharnée qui règne actuellement dans la profession bancaire.

Le compte d'exploitation de la **Société Générale** a-t-il besoin de ce nouveau coup au moment où il supporte déjà de lourdes charges de trésorerie que la moindre déconvenue dans la recherche des dépôts suffirait à porter à un niveau inquiétant et peut-être critique ?

Notre établissement et son personnel méritent-ils ce nouvel affront au moment où la **Société Générale** fait malencontreusement parler d'elle dans la presse à l'occasion du procès de la **Garantie Foncière** où sont jugés des escrocs d'envergure qui sévissent dans l'immobilier ?

La direction est-elle toujours aussi circonspecte que dans le cas actuel de Lip avant d'engager les intérêts ou la réputation de la **Société Générale** ? Il est permis d'en douter à en juger par de graves mécomptes dont la presse se fait parfois l'écho. Quelle publicité ! La **Société Générale** vient ainsi d'engouffrer la bagatelle de 40 millions de francs — exercer le métier de Banquier, c'est prendre des risques, mais quand même !.. — dans la faillite de la banque de San-Diéggo, dans un pays lointain il est vrai, les Etats-Unis, ce qui explique sans doute qu'elle ne trouve même plus 8 millions pour financer une industrie française qui occupe des milliers de travailleurs.

Mais alors, quelle est la raison réelle de son attitude négative qui la conduit à se ranger dans le camp patronal le plus dur et le plus arriéré, celui qui s'est juré **la perte de Lip** et bénéficie du soutien actif de l'actuel ministre du « démantèlement » industriel, M. Charbonnel.

Ce dernier est en train d'exercer des pressions sur la Municipalité de Besançon et sur la Société SPEMELEC pour imposer le démantèlement de Lip en précipitant le redémarrage du Département Armement détaché du reste de l'usine de Patente.

Ces informations ne réjouiront pas le personnel, nous en sommes conscients. Mais nous pensons qu'il est de notre devoir de nous faire

l'écho de ses craintes et interrogations et, dans des circonstances graves, d'attirer son attention sur des aspects de la politique de notre établissement sur lesquels on ne s'apesantit par habituellement, mais qui pourraient hélas, passer au premier plan de l'actualité le jour où le personnel aurait à en supporter les conséquences.